

LA CREATION DE SUD-PTT

Alain GAUTHERON

Le 1^o congrès de SUD-PTT s'est déroulé en septembre 1989. En quelques années, ce syndicat a pris la seconde place dans la profession derrière la CGT. Le syndicalisme est déjà en crise. Il souffre de divisions, d'un manque d'adhérents, d'attrait, d'efficacité. SUD-PTT se fait vite une place réelle. Une réputation flatteuse de nouveauté, de réussite, de facilité l'accompagne voire. . . le précède. Impossible de dire, tel Diderot brocardant Voltaire : "il n'est que le second dans tous les genres. "Il faut y regarder de plus près, peut-être a-t-il des solutions pour revigorer le syndicalisme. De toute façon, il est pour la CGT engagée dans la démarche d'un syndicalisme rassemblé, un interlocuteur démocratiquement désigné par le personnel.
Retour sur le contexte, témoignage, réflexions et point de vue.

LES CONDITIONS DE LA CREATION DE SUD-PTT

Ceux qui créent SUD-PTT étaient adhérents CFDT depuis 1968 ou 1974 (date de la plus longue grève de l'Histoire des PTT). Pour la plupart d'entre eux, organisés dans l'extrême gauche, ils pratiquaient l'entrisme au sein de la CFDT jusqu'à prendre la direction de structures dont celle de la CFDT PTT d'Ile de France. S'affirmant opposés au recentrage de leur syndicat, ils soutiennent la grève des chauffeurs postiers de l'automne 1988. "Ils sont brutalement désavoués par leur fédération, démis de leurs mandats syndicaux, mis au ban de leur organisation. "

En décembre 1988, lors du congrès confédéral de la CFDT, Edmond Maire les vise lorsqu'il déclare : "ceux qui nuisent à l'organisation en cherchant à la manipuler, à la confisquer au service de leurs stratégies politiques n'ont rien à faire à la CFDT. Il faut assainir cette situation, c'est l'avis du bureau national. "

Cet assainissement se déroule, selon ce qu'ils en rapportent, de manière rocambolesque et brutale. Ce sont les représentants de l'Administration qui leur apprennent le retrait de leurs mandats syndicaux.

La création de SUD-PTT n'est donc pas issue de la révolte spontanée de postiers découvrant une nouvelle façon de mener la lutte revendicative et de s'organiser.

C'est la décision consciente de militants expérimentés, engagés politiquement, se revendiquant de l'idéologie autogestionnaire des années 70, au terme d'un processus interne à la CFDT dans un contexte donné.

Ce contexte, c'est celui de la déréglementation et de la privatisation du service public et du statut. Elles modifient de nombreux repères d'autant que c'est le gouvernement Rocard-Quilès, puis celui de Lionel Jospin et de la gauche plurielle qui en réalisent des étapes essentielles.

Des luttes syndicales s'y opposent mais dans le même temps cela entraîne écoeurement, rejet désengagement politiques notamment de syndicalistes engagés au PS ou au PCF. Suspicion, résignation, divisions, affrontements politiques stériles menacent de rejaillir sur le syndicalisme. Pour se faire une place, SUD-PTT surfe dans cet environnement et développe un discours dans l'air du temps, pour le moins pessimiste à l'égard du syndicalisme : "les organisations syndicales se sont éloignés des aspirations sur le terrain, elles ont sombré dans un fonctionnement institutionnalisé, aux discours programmés, aux initiatives convenues. . . elles sont plus ou moins coupables de renoncements, d'arrangements. . . la CGT a un fonctionnement et des pratiques trop sectaires. . . elle se cantonne à des positions de refus simpliste, sans argumentation. "

SUD-PTT prétend apporter du neuf en matière de proximité, d'efficacité, de démocratie, de

propositions, de radicalité.

CLIMAT SOCIAL AUX PTT ET GREVE DES CHAUFFEURS POSTIERS.

Le 5 juillet 1988, Paul Quilès reçoit la CGT. Le climat social est lourd. La CGT dénombre, en 5 mois, 1570 actions dans les services. Il n'y a ni négociations locales ni négociations nationales, pire 39 militants sont sanctionnés pour leur activité syndicale. La CGT dénonce cette situation, accuse le Ministre de poursuivre la politique de son libéral prédécesseur. Elle termine son exposé par des propositions pour rénover le service public et satisfaire les revendications. Paul Quilès lâche: "je ne suis pas surpris la CGT est contre tout. "

La CGT n'a pourtant aucune difficulté à présenter des propositions étayées :

-l'analyse critique de l'existant, des projets et processus de privatisation, l'élaboration de propositions alternatives sont une constante de son histoire. De multiples brochures, livres, journaux, plaquettes, journées d'étude en témoignent. Pour exemple citons: "PTT, si on gérait autrement", un livre de 340 pages réalisés par des militants. Il connaît en 1984-85, 3 éditions avec une diffusion à plus de 10 000 exemplaires et sert de support à une multitude d'initiatives dans les services.

Du 14 octobre au 18 novembre, période qui englobe le conflit des chauffeurs postiers, la CGT cite 761 services qui se relaient dans l'action et gagnent 424 emplois, 21 000H d'auxiliaires et l'amélioration de diverses primes et indemnités. Elle met ce résultat concret et encourageant sur le compte des caractéristiques d'une démarche revendicative qu'elle essaie de déployer : elle met en débat des propositions mais ce sont les salariés qui décident de leurs revendications, des formes de leurs actions, qui apprécient eux mêmes les avancées revendicatives.

Quant à la grève des chauffeurs postiers que SUD-PTT naissant aurait marquée de son empreinte, parlons-en!

SUD évoque les garages de Paris, bien, mais le conflit se déroule aussi à Bordeaux, Marseille, Toulouse. La CGT elle y est aussi présente.

SUD affirme qu'après les négociations et les acquis obtenus début novembre les fédérations appellent à la reprise. C'est faux pour la CGT qui informe les chauffeurs du résultat des négociations et propose qu'ils donnent leur avis. Le 10 novembre, par tract que reprend d'ailleurs une dépêche AFP, elle publie le détail des résultats du vote par garage. Au total, 64, 35% des grévistes se prononcent pour la poursuite de l'action dans laquelle la CGT continue de tenir toute sa place.

PERPLEXITE DE SUD-PTT.

Les marchés sont impatients. Paul Quilès est chargé de faire voter une loi qui permet d'accélérer le processus de privatisation des PTT et du statut du personnel. La CGT le perçoit vite et le dénonce sans ambages. Elle perçoit aussi les méthodes que Paul Quilès va utiliser pour essayer de passer en limitant les obstacles: la communication est au coeur de sa stratégie. Il prétend donner la parole au personnel pour ensuite donner une réponse dont le noyau dur est déjà arrêté.

La CGT propose d'investir "le débat public" qu' Hubert Prévot est chargé par le ministre d'animer. Elle a innové. En janvier 1989, pour la 1^o fois en France et probablement dans le monde, un syndicat, celui des cadres CGT-PTT, organise une réunion en direct par le réseau VIF, (Vidéo Interactive de France telecom) qui réunit 1500 participants sur tout le territoire national y compris les DOM.

La CGT revendique l'utilisation de ce réseau dans le cadre du " débat public. "

Le 8 juin 1989, 20 000 agents des PTT se pressent dans les salles, pour la plupart au coeur des services, des milliers d'autres, faute de places, se regroupent à l'extérieur.

L'utilisation du réseau VIF était jusque là marquée de la seule empreinte patronale : il distillait, de haut en bas le discours patronal, comme la télé qui veut faire de nous des spectateurs.

La CGT révolutionne son utilisation. D'entrée, face à Hubert Prévot, Maryse Dumas déclare au personnel : "la parole est à vous !" Le micro et les images circulent de ville en ville, de service en service, le personnel, ses témoignages, ses souffrances, ses espoirs crèvent l'écran.

Dans le même temps, SUD-PTT, à propos du débat public écrit que : "ses militants découvrent perplexes, les redoutables méthodes de communication élaborées à cette occasion. "Il ajoute ne pas s'en tenir à une simple dénonciation et affirme se distinguer "par un fort travail d'explication en direction de tout le personnel et non de ses simples adhérents. "

Rappelons qu'à l'époque, ils se disent n'être qu'une poignée alors que le débat implique 450 000 agents des PTT répartis sur tout le territoire.

En 1988, il y a déjà plusieurs années que la CGT PTT est passée de la propagande à la communication, que selon les mots d'Henri Krasucki elle sait "qu'il ne suffit pas d'avoir raison , il faut convaincre;" Elle organise des formations syndicales pour étudier le fond et les formes de la communication patronale, développer une communication syndicale en phase avec les attentes contemporaines (notamment d'informer, d'inciter à la réflexion, à la prise de parti en faisant appel à l'intelligence et non en assénant la "vérité"), former à l'expression écrite, orale, à l'interview. . .

Depuis longtemps et cycliquement des adhérents se plaignent: "pourquoi payer des cotisations si les non syndiqués ont les mêmes informations que nous ?"

Preuve que la CGT communique en direction de l'ensemble du personnel !

Durant cette période de la "réforme des PTT" les attentes du personnel sont fortes. Toutefois les convergences syndicales dans l'action sont difficiles et insuffisantes. La CFDT fait plus qu'accompagner et FO hésite selon le moment ou le sujet. Opposée au projet Quilès, la CGT, sous peine d'isolement ne peut faire l'impasse sur sa présence dans les séances improprement appelées "de négociations" qui se déroulent au Ministère avec toutes les organisations syndicales représentatives.

Elle tient deux axes de conduite : transparence et résonance. Elle rend compte de ce qui se dit dans chaque séance. Elle revendique, à plusieurs reprises, que ces rencontres soient retransmises en direct dans les services par le réseau VIF. Elle se bat pour que la réunion porte sur les revendications et pas sur l'ordre du jour patronal.

Est-ce cela que SUD-PTT nomme: "renonciations et arrangements " ?

SUD-PTT ET LES DROITS SYNDICAUX.

SUD-PTT dénonce "l'institutionnalisation" des autres syndicats mais fait tout pour l'être vite et bien en particulier en obtenant des droits syndicaux, en siégeant partout ou c'est possible. Il insiste sur les obstacles qu'il a rencontrés, mais passe totalement sur la compréhension dont ont parfois fait preuve, ceux qui aux postes de responsabilité aux PTT aiment tant les syndicats qu'ils préfèrent toujours qu'il y en ait un de plus !

Son argumentation mérite le détour. SUD date l'origine des droits syndicaux qui existe en 1988, à la grande grève des PTT de 1974. Erreur, c'est la grève interprofessionnelle de 1968 qui a imposé ces droits par une circulaire parue et appliquée en 1970. SUD accuse les confédérations de s'emparer de ces droits syndicaux pour mettre en place des "armées" de permanents.

"Aussi, quand les confédérations perdent de leur influence dans le privé, elles tendent à fonctionner essentiellement avec les moyens obtenus dans la fonction publique, notamment aux PTT Un syndicalisme indépendant, de lutte qui se développe, c'est autant de moyens qui leur échappent. . . toute réussite d'un nouvel outil syndical dans un secteur aussi important que La Poste et France Telecom est objectivement un facteur déstabilisant dans le paysage syndical. . . il

s'agissait de savoir comment allait se recomposer le paysage syndical en général, et dans la fonction publique en particulier. "

Nous voilà loin de la spontanéité, de l'unité et de la solidarité !

Plus tard, Michel Bon, PDG de France Telecom accuse SUD de disperser ses droits dans sa "nouvelle galaxie". Ce qui évidemment est invraisemblable. En effet, la priorité affirmée de SUD-PTT c'est : plus de droits sur le terrain pour les sections syndicales !

Sur un autre aspect des droits syndicaux, le jeu de SUD-PTT laisse perplexe. Les règles de gestion du privé se substituent à celles du statut des fonctionnaires. Les possibilités de promotions du personnel sont réduites et dépendent de plus en plus du choix de la hiérarchie. Les syndicalistes détachés conservent en parallèle un mécanisme censé leur garantir les mêmes droits que les collègues de leur catégorie. La méthode est insatisfaisante. La CGT l'a contestée. Elle s'applique. Tout est vérifiable, le nom des promus est connu de tous. Les syndicalistes ne sont pas privilégiés. SUD-PTT mène campagne contre "des privilèges initiés pour acheter la paix social. "

Alors qu'il faut rassembler contre les patrons tous ceux, et ils sont nombreux, qui sont victimes d'injustices et de discriminations, SUD-PTT leur montre du doigt des syndicalistes. SUD-PTT ajoute, syndicaliste ce n'est pas un métier, c'est vrai mais ajoutons que cela ne doit pas nous amener à militer comme des amateurs. En effet, ce qui domine comme risque aujourd'hui, ce n'est pas que des syndicalistes fassent carrière mais bien qu'ils soient sanctionnés, pénalisés, licenciés et que pour ces raisons les salariés qui les côtoient ne se syndiquent pas par peur, ou rechignent à prendre des responsabilités dans l'organisation. Y compris à SUD-PTT

SUD-PTT ET LES MEDIAS.

C'est incontestable, dans le domaine de la communication SUD-PTT sait faire:rapidité, sens de la formule et de l'initiative, maîtrise des outils, qualité de nombreux matériels. Toutefois à certaines périodes, sa présence répétée dans les médias importants suscite, paraît-il, des débats contradictoires dans ses rangs.

C'est vrai que prétendre à une radicalité intransigeante et passer aussi facilement dans des médias dont nombre de citoyens réclament que les rédactions soient libérées de la tutelle du capital financier et industriel, de celle du pouvoir politique peut légitimement interroger.

Dans les premières années de SUD-PTT, j'ai personnellement constaté une pratique courante de journalistes. Malgré ses qualités dans le domaine de la communication, il arrivait à SUD-PTT de ne pas s'exprimer sur un évènement ou de réagir en retard sur la CGT. Systématiquement le journaliste, dans son papier, accolait à une expression de la CGT une référence à SUD-PTT

J'ai aussi gardé le souvenir d'une interview réalisée par un journaliste de l'Humanité, lors de notre 31° congrès fédéral en 2001. Après un authentique débat de plusieurs mois dans la fédération, le congrès s'était prononcé très majoritairement pour notre adhésion à " l'Union Network International". La méthode et la décision n'étaient pas banales. Cela n'intéressait le journaliste qu'anecdotiquement, préoccupé qu'il était d'interroger la CGT PTT par rapport à des positionnements de SUD-PTT Ce phénomène s'est produit avec d'autres médias. Pourquoi ?

SUD-PTT : RADICAL ?

D'entrée, Sud-PTT s'est taillé une solide réputation de syndicat radical jusqu'à l'intransigeance. Normal !" Martyr" face aux syndicats "installés", "chevalier blanc" face à "leurs compromissions et arrangements", il avait besoin de ce rideau de fumée pour intégrer le terrain institutionnel. Terrain qu'il a intégré et fréquenté avec assiduité, sans le bousculer. Quelques exemples en

témoignent. Lors d'un comité technique paritaire entérinant un des derniers avatars de la loi Quilès et présidé par Gérard Longuet, le représentant de SUD-PTT s'est abstenu. Ses responsables ont, pour intégrer l'Institut des métiers de france-telecom, accepté de passer sous les fourches caudines de la direction qui affirmait que son fonctionnement reposait "sur le consensus de ses membres institutionnels. "

Je garde aussi le souvenir d'une réunion à Bercy. Une nouvelle phase de déréglementation européenne s'annonce. Christian Perret réunit alors une soixantaine de hauts fonctionnaires, parlementaires, représentants d'associations, de syndicats. J'interviens dans le débat pour dénoncer la marchandisation de la communication et opposer des propositions de rénovation et de démocratisation du service public qui, passant par des coopérations sur les normes, les produits, les services répondent aux besoins du plus grand nombre. Quel étonnement d'entendre ensuite le représentant de SUD-PTT s'enliser dans une critique technique de la directive.

Ce décalage entre une image radicale et une pratique syndicale pragmatique et institutionnelle a des raisons objectives.

En effet, si quelques militants d'extrême gauche sont le noyau dur des fondateurs de SUD-PTT il faut reconnaître qu'ils ont su préserver leur syndicat de leurs principaux défauts : la division cyclique et les déclarations incantatoires.

SUD-PTT est, en fait, composé d'adhérents d'une réelle diversité de profils, de sensibilités, de préoccupations, de priorités, voire de divergences mais que SUD-PTT parvient à faire vivre ensemble. Pour cela il faut des résultats concrets, s'occuper "des cas particuliers", du catégoriel, constituer et animer un réseau d'interlocuteurs à tous les niveaux de l'entreprise.

SUD-PTT souffre d'un écart très important entre le nombre de ses adhérents et le nombre de ses voix qui ont vite progressé. Il n'ignore rien de la réalité du salariat:émiettement, diversités des statuts, état d'esprit, force et limites des attentes que le libéralisme . . . et le management savent susciter, contenir, dévoyer, exigeance aussi de transparence, de démocratie, de résultats à l'égard des syndicats, capacité sélective de mobilisation selon les sujets, l'espace, le temps. . .

Tout cela pèse sur la façon dont SUD-PTT a choisi de s'organiser et de fonctionner. A l'intérieur des "PTT"les discours plutôt "corpo". A l'extérieur une présence visible , dynamique de dirigeants sur des mobilisations plus politiques dont les thèmes sont peu introduits dans l'entreprise et les débats peu prolongés dans le syndicat afin de maintenir l'équilibre, le consensus interne.

EN CONCLUSION.

L'irruption rapide, dynamique, réactive et significative de SUD-PTT dans notre champ syndical nous a amené à revisiter quelques questions, à amplifier avec ténacité des efforts déjà entrepris, sans doute à ajouter de nouvelles facettes à notre action.

Son apport essentiel n'est certainement pas son radicalisme mais plutôt son pragmatisme, cette façon de confirmer que le syndicalisme c'est d'abord agir et négocier afin de faire avancer des revendications concrètes. Il ne peut toutefois à lui seul constituer notre horizon. En effet, pour être efficace il doit s'articuler avec la dimension confédérale dans ses aspects interprofessionnels et territoriaux mais aussi européens. Dimensions que par sa structuration, plutôt corporatiste SUD-PTT, peut difficilement atteindre. Cela doit d'ailleurs gêner sa nouvelle génération militante dans l'acquisition d'une culture syndicale large.

SUD-PTT évoque le besoin d'unité. C'est vrai, mais sa volonté de cultiver des clivages idéologiques entre un pôle soi-disant contestataire et un pôle soi-disant réformiste, et son envie constante de faire un coup médiatique ne favorisent pas toujours la sérénité du débat entre les

organisations.

Après un discours tonitruant contre "les armées de permanents" et le besoin de changements fréquents des dirigeants, on s'aperçoit qu'ils ou elles restent en place plus longtemps qu'annoncé et que lorsqu'ils ou elles partent, c'est souvent pour un changement de responsabilités, pas d'état.

Quant à :- une amélioration sensible de la place des femmes dans la vie du syndicat

-une augmentation notable du nombre de ses adhérents

c'est à SUD-PTT de nous montrer qu'il y est parvenu. Faute de quoi, on pourrait penser que telle une start-up, il n'avait pour ambition que de s'approprier une part de marché.

Parmi les sources:

SUD-PTT une aventure collective (254 pages)

Coordination Annick Coupé Anne Marchand

Syllepse janvier 1999

Syndicalisme (s) SUD

Renaud Damesin, Jean Michel Denis

Les cahiers de recherche du GIP mutations des industries et des services

n°77/avril 2001

SUD-PTT le creuset d'une contestation pragmatique

Ivan Sainsaulieu 02. 02. 1998

SUD:les raisons d'une réussite.

Daniel Labbé consultant

Management et conjoncture sociale

25. 09. 2000 n°588

Document du 1° congrès de la " fédération sud" 19/22 septembre 1989

Du bulletin officiel à la communication d'entreprise:

Le cas de La Poste et de France Telecom (225 pages)

Alain Gautheron

1998 Imprimerie Chevillon Sens